

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Faire reculer la réaction...



et l'austérité : un même combat

Leclerc Bordeaux, Hôpital d'Arcachon...

Non à la répression antisyndicale

Hôpitaux

Austérité contre patients et personnels



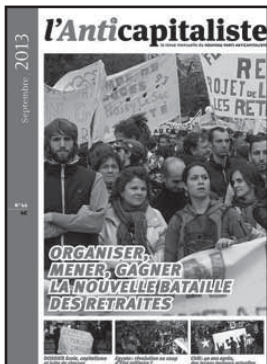
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-7
<ul style="list-style-type: none"> • SNCF : la panne stratégique • Non au travail du dimanche • Leclerc : contre la répression patronale • Herakles : grève contre un accord au rabais • 43 annuités, on n'en veut pas ! • Congrès de l'UD CGT et de la Santé privée • Hôpital d'Arcachon : pour la liberté syndicale 	
Dans la Santé	p.8
<ul style="list-style-type: none"> • CHU : hausse du déficit... • Sarlat : non à la fermeture de la chirurgie 	
Politique locale	p.9
<ul style="list-style-type: none"> • La Région au secours des profits • A65 : ça roule... pour les spéculateurs 	
Municipales	p. 10&11
<ul style="list-style-type: none"> • Echanges, clarifications, débats... • A Talence : le long chemin de l'unité • «Changement» à la CUB... • Débat avec le POI 	
Leur société	p.12
<ul style="list-style-type: none"> • La pause fiscale ? • A Pessac, Ayrault fait sa pub. 	
Fête du NPA33	p.13
Internationalisme	p.14
<ul style="list-style-type: none"> • Les leçons du Chili • Formation sur la révolution espagnole 	
A lire	p.15 & 16
<ul style="list-style-type: none"> • <i>La violence des riches</i> • <i>Les juges, trois histoires italiennes</i> • <i>Conversation sur la naissance des inégalités</i> 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Faire reculer la réaction et l'austérité : un même combat pour les travailleurs et la jeunesse

Des milliers de lycéens se mobilisant contre les expulsions de Leonarda et de Khatchik, voilà une nouvelle enthousiasmante. Avec la force de la plus simple et digne solidarité, ils osent affronter ceux qui depuis des années expliquent que l'immigration serait un problème, que les lois d'expulsions seraient légitimes. Leur rejet est clair, sans concession, exigeant la démission de Valls.

Nul ne sait, à l'heure où nous écrivons et alors de débutent les congés scolaires, comment va évoluer ce mouvement, mais Valls est revenu en catastrophe des Antilles, et Peillon s'est révélé particulièrement adroit, avec son « *retournez en cours* »... à la veille des vacances ! Et dans la panique, Hollande a révélé tout son cynisme.

Nouvelle réjouissante aussi, parce que face à la montée du Front national, face au poids des idées réactionnaires dans l'opinion, seule une mobilisation sociale d'ampleur pourra renverser la vapeur, changer le rapport de forces politique. Les lycéens solidaires viennent de poser un jalon décisif, dans la mobilisation contre ce gouvernement, un adversaire autant que le précédent.

La révolte de la jeunesse souligne la responsabilité du gouvernement PS-EELV dans la montée du FN. Il aura réussi l'amalgame explosif de la logique sécuritaire, des discours racistes (avec les propos de Valls contre les Roms, poursuivis en justice), d'une politique antisociale laissant les patrons licencier par milliers, sans oublier le « *patriotisme économique* » d'un Montebourg n'hésitant pas à flatter le nationalisme au nom du social, et l'instauration de cours de « *morale républicaine* » par Peillon. Que demande Le Pen ?

L'expulsion de la collégienne kosovare Leonarda aura été le geste écœurant de trop, qui s'ajoute aux milliers d'expulsions de sans-papiers ordonnées par ce gouvernement. Qui s'ajoute aussi à l'horreur de Lampedusa, avec ces centaines de cadavres de migrants. Les responsables de l'Europe forcetresse se sont émus devant les caméras, espérant se dédouaner de leur responsabilité criminelle face au bouleversement suscité

suscité par la médiatisation du drame. Mais les politiques migratoires et sécuritaires, qu'ils ont érigées depuis des décennies, ont déjà fait des dizaines de milliers de morts, au large de Gibraltar ou de la Turquie, dont on ne retrouve jamais les corps. **A u s t é r i t é**, guerre sociale contre les pauvres, mépris des peuples,



Phototèque Rouge/JMB

racisme et sécuritarisme : voilà comment ceux qui gèrent le capitalisme d'aujourd'hui provoquent la prospérité de l'extrême-droite partout en Europe.

Mais ils provoquent aussi la colère de la jeunesse, de nombreux travailleurs, comme l'ont montré ceux des abattoirs bretons et d'Alcatel-Lucent manifestant contre les licenciements. Combattre cette progression de la réaction est indissociable du combat contre le gouvernement, contre ce système qui conduit à la catastrophe. Ce n'est pas « *toute la misère du monde* » qui menace les peuples des pays riches, c'est l'égoïsme et le parasitisme de ceux qui possèdent tout. Face à eux, c'est la même lutte sociale et politique, qui fait le lien entre le droit au travail et au salaire pour tous, et le droit de circuler et de s'installer en toute liberté.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

SNCF Réforme du ferroviaire et retraites

La panne stratégique

Alors que le gouvernement et la direction sont à l'offensive pour éclater la SNCF en trois EPIC (Établissement public d'intérêt industriel et commercial - voir *Anticapitalistes !* n°38) accélérant ainsi la libéralisation à l'œuvre depuis des années,

Alors que les dangers de cette libéralisation ne sont plus à démontrer après les accidents de Brétigny-sur-Orge et Saintes (économies réalisées sur la maintenance au détriment de la sécurité),

Alors que la nouvelle réforme des re-

traites s'attaque une fois de plus à tous les régimes,

Alors que les cheminots malgré un contexte difficile ont montré leur disponibilité à l'action par leur grève massive du 13 juin 2013, mais aussi par la journée du 10 septembre sur les retraites à laquelle les cheminots ont participé très nombreux,

On s'attendrait à une stratégie des organisations syndicales permettant de recréer l'espoir d'une victoire contre ces nouvelles attaques. Tout devrait être réuni pour envisager, dans l'unité, la construction d'un mouvement reconductible seul à même de nous faire gagner.

Ce n'est pour l'instant pas le cas, car c'est la cacophonie qui règne. Jugez vous-même : grève CGT CFTD le 9/10 (grève euro-

péenne), grève SUD Rail le 16/10 (jour de présentation en conseil des ministres du projet de réforme ferroviaire) et... aucun préavis pour la journée interpro du 15/10 !!!

Comprenez qui pourra ! La proximité des élections professionnelles de mars 2014 ne doit pas tout justifier. Le refus de la 1^{ère} organisation syndicale (CGT) de s'engager seule avec SUD Rail dans une mobilisation sur ces deux dossiers chauds est intolérable aux yeux de beaucoup de militants CGT. Le repli de SUD Rail dans des actions identitaires n'est pas la solution non plus.

Le seul point positif sur Bordeaux : SUD Rail et la CGT (sans doute un moyen aussi de calmer la grogne des militants) appellent ensemble à accueillir Auxiette (un des rapporteurs de la réforme du ferroviaire) au Conseil régional d'Aquitaine le 16 octobre 2013. C'est sur cette unité qu'il faut s'appuyer pour construire à la base le mouvement dont nous avons besoin pour gagner.

Pierrot (le 8 10 2013)



Non au travail du dimanche dans le commerce !

Tout niveler par le bas

Quand la pression ne suffit pas, un des « arguments » des patrons pour faire travailler la nuit ou le dimanche, c'est la prime... Sauf que, l'heure étant au nivellement par le bas, plus les horaires aujourd'hui atypiques deviennent communs, plus les primes et autres « compensations » ont tendance à diminuer, voire disparaître. Il n'y a qu'à voir dans des métiers comme ceux de l'hôpital, où là le travail de nuit est une nécessité et donc pas exceptionnel : la prime de nuit est d'à peine plus d'un euro par heure travaillée... Quant à l'argument des emplois que cela créerait, c'est une blague : ce qui sera vendu le dimanche ne le sera pas le lundi ou le mardi... ça ne créera pas un seul emploi et ça mettra la pression sur tout le monde ! Car après les magasins ouverts le week-end ou le soir très tard, pourquoi ne pas étendre aux banques, aux différents services publics, aux plateformes logistiques, etc, etc... Et si tout le monde travaille le dimanche, pourquoi verser une prime ? Sans compter qu'alors... il n'y aura peut-être plus grand monde pour faire les magasins ce jour-là...

Gouvernement au garde à vous

Les patrons du bricolage avaient à peine commencé à faire du bruit le dimanche, que le gouvernement convoquait dans la précipitation une réunion ministérielle pour le lundi matin. Bilan ? Une étude est commandée pour le mois de novembre... et d'ores et déjà, le gouvernement a annoncé qu'il reverra la législation. On peut lui faire confiance pour s'en prendre un peu plus à nos droits, vu comment il a déjà revu les retraites, la TVA, les impôts... et le droit du travail avec l'ANI !

En toute logique, les patrons de Castorama et autres Leroy Merlin, encouragés, ont continué à braver l'interdiction qui leur est actuellement faite en ouvrant à nouveau plusieurs magasins dimanche dernier... Bousiller un peu plus le droit du travail et éliminer les quelques garde-fous qui restent pour le plus grand bonheur des patrons, c'est ça le changement !

**Extrait du « Bulletin Rouge » du 10 octobre 2013
diffusé aux entrepôts SCASO-Leclerc à Cestas**

Leclerc Bordeaux-Saint Louis

Mobilisés contre la répression patronale

L'offensive contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail s'accompagne de plus en plus souvent d'une répression patronale. C'est logique : pour faire accepter les reculs, cela ne se passe pas aussi facilement. Il faut créer un climat de résignation et ça passe par une politique d'intimidation, d'isolement des salariés « récalcitrants », de menaces, de manière à pousser vers la sortie, voire à licencier.

Cela arrive surtout dans des petites entreprises, dans des magasins, comme au Leclerc St Louis à Bordeaux. Deux salariés syndiqués ont été licenciés pour des prétextes bidon. Un autre est convoqué, sous la menace de sanction. Le problème pour la direction c'est qu'une équipe syndicale se construit et que des élections professionnelles auront lieu l'année prochaine. Il s'agit donc de « casser » maintenant.

La CGT-commerce et l'Union Locale ont appelé à un rassemblement de soutien à ces salariés, une occasion de dénoncer publiquement ces agissements de patrons « voyous ». La direction avait recruté spécialement pour l'occasion des vigiles bien comme il faut. Conditionnés, ces

« gardiens » étaient particulièrement remontés contre les manifestants. Il faut dire que nous étions une cinquantaine aux portes du magasin et que nous avons essayé de rentrer apprenant qu'un tract maison était distribué à l'intérieur pour dire que tout allait bien chez Leclerc (partage des bénéfices, embauches, bonnes conditions de travail, le paradis quoi !).

Dans la mêlée, les vigiles ont frappé, attrapé, jeté à terre. Ils ont « *pété les plombs* » comme on dit. La police est vite arrivée, ça a calmé tout le monde. Ça montre que ces patrons de choc sont prêts à tout, à faire la chasse aux salariés qui résistent et à combattre physiquement ceux qui contestent à l'extérieur.

Les manifestants, avec les militants du Leclerc, ont décidé de revenir rapidement et plus nombreux. En attendant, une main-courante a été déposée au commissariat pour acter les brutalités des vigiles et de Leclerc. A suivre.

Philippe Pontou

Herakles Le Haillan & St Médard

Grève contre un accord d'entreprise au rabais

Il y a deux ans la société SME (la poudrerie) a été privatisée et vendue à Safran. Un an après, Safran a fusionné ses deux filiales SME et SPS en créant Herakles pour rentabiliser la filière de propulsion solide (propergol, carburant du missile M51 et en partie d'Ariane V).

La fusion, ayant un objectif de réduction d'effectifs (120) via des départs volontaires non remplacés et les licenciements des précaires, a mis en place de nouvelles organisations du travail et imposé des déménagements de services de façon bureaucratique.

Safran est au CAC40 depuis un an. Pour augmenter les dividendes les moyens sont la surcharge de travail des salariés, le « lean managing », les heures supplémentaires et la sous-traitance.

La conséquence de tout cela c'est l'augmentation des accidents du travail, des arrêts maladie et de la souffrance au travail allant jusqu'aux dépressions.

La négociation des statuts Herakles et les positions syndicales

La direction parlait d'harmoniser les statuts et prétendait qu'aucun salarié ne serait perdant.

C'est l'inverse qui se produit. Les deux ans de négociations ont été un dialogue de sourds. La direction annonçant son projet d'accord en ne tenant compte qu'à la marge des revendications syndicales.

Quelques reculs non exhaustifs du projet direction : passage à 36 h annualisée (SME est à 35 h), suppression du mois moyen (prime d'un même montant pour chaque salarié) remplacé par un 13^{ème} mois inégal (en 2016, 3700 € pour les ex-SME et les nouveaux embauchés, 4020 € pour les ex-SPS, et 5500 € pour les cadres), positionnement sur la grille métallurgie souvent au rabais et niant le parcours professionnel des salariés SME, anciennement convention chimie.

La CFDT et la CGC se sont appuyés sur le fait que les salariés ne perdaient pas du salaire voire en gagnaient pour certains ex-SME (plusieurs centaines d'euros d'écart entre les salaires des deux sociétés) via le transfert métallurgie pour « accompagner » les reculs.

SUD en début d'année a mobilisé les salariés pendant les négociations du temps de travail et des transferts de grilles. Les autres syndicats ont refusé de s'y associer, la CGT préférant attendre la fin des négociations. La direction a reculé en maintenant à 35 h certains secteurs.

Depuis début octobre, SUD et CGT ont appelé à trois débrayages qui ont regroupé entre 300 à 400 salariés au piquet. Le but étant de durcir et d'amplifier le mouvement les semaines prochaines malgré les vacances.

Correspondant NPA

Nos vies, pas leurs profits

40 annuités on n'en voulait pas, 43 encore moins !

Après la mobilisation du 10 septembre dont des militants s'étaient saisis pour exprimer leur refus de cette régression sociale sur les retraites du gouvernement PS et Verts, ce n'est pas l'annonce d'une semaine d'actions « floue », sans réelles perspectives, sans mot d'ordre clair, sans se donner les moyens d'entraîner les équipes militantes et les travailleurs qui pouvait réussir.

Résultat : à Bordeaux, à l'image des autres villes, nous étions 1500 dans les rues (contre 10 000 en septembre) ce 15 octobre, jour où les députés du PS ont voté la loi qui allonge à 43 les années de cotisations pour la retraite.

Ce gouvernement poursuit donc la destruction du droit à la retraite mais à la différence de 1995, 2003, 2010, sans véritable résistance. Même les directions syndicales affirmant leur opposition ont joué le jeu de dupes du dialogue social, paralysant de fait le monde du travail et les militants.

Les négociations à froid autour du tapis vert, entre « partenaires » sociaux (gouvernement, patronat, syndicats) sont une mascarade en dehors d'importantes mobilisations des salarié(e)s. Quant aux journées d'action, mêmes importantes comme en 2010, si elles ne s'inscrivent pas dans la volonté de construire un véritable affrontement nous en connaissons les limites.

C'est une politique de guerre sociale, globale et brutale que mènent le gouvernement et le patronat contre l'emploi, les salaires, la protection sociale, les retraites... Il nous faut donc construire nous aussi une opposition tout aussi globale et radicale pour imposer un autre fonctionnement à cette société. Et cela ne pourra se faire qu'à la base.

Jacques Raimbault



Congrès de l'UD CGT

Rompre avec le « dialogue social » et le gouvernement

Le 58ème congrès de l'Union Départementale CGT 33 vient de se tenir et la question de la lutte contre le gouvernement Hollande-Ayrault y a été posée par bien des militants, qui expriment le besoin d'aller à l'affrontement face à sa politique d'austérité.

Dans les textes mis au vote, l'UD parle du Medef, de Sarkozy... mais finalement peu de Hollande, si ce n'est pour dire que sa politique « ne répond pas aux attentes des salariés ». Bien des militants ont repris l'idée, exprimée dans des amendements, que le gouvernement mène la politique du Medef et qu'il nous faut le dire clairement.

Fait significatif, la direction de l'UD a refusé les mots d'ordre d'abrogation de la loi issue de l'ANI ou même de retrait du projet de contre-réforme sur les retraites, alors que les députés venaient

de voter les 43 annuités pour l'obtention d'une retraite à taux plein. Malgré cela, un vote a eu lieu sur cette question, donnant un gros tiers des congressistes pour le retrait.

La question de la convergence des luttes est aussi venue dans le débat, alors que la direction de la CGT entretient une grosse confusion sur la question du rapport de force. Pour elle, il ne s'agit pas de créer les conditions de l'affrontement, face au patronat et au gouvernement, mais d'être le mieux placé possible dans le cadre du « dialogue social ». Du coup, les questions de syndicalisation, de représentativité, des élections professionnelles dans les TPE, etc. sont bien plus discutées que les problèmes concrets d'intervention des militants syndicaux dans les entreprises.

De même, les textes d'orientation repar-

lent de « syndicalisme rassemblé », sans tenir compte de la signature de l'ANI par la CFDT, la CGC et la CFTC. Plusieurs interventions ont critiqué cette attitude, mais là encore, pas question de se démarquer de la ligne confédérale car cela reviendrait à rompre avec cette politique du « dialogue social » avec le gouvernement, la politique des « sommets sociaux » qui ont préparé l'ANI ou la contre-réforme sur les retraites.

Dans ce congrès, pas mal de militants ont exprimé, au contraire, l'urgence de mettre en œuvre une politique de lutte de classe contre le patronat et le gouvernement. De ce point de vue, des liens se tissent entre équipes militantes, entre camarades cherchant une politique pour la lutte. Cela sera très important pour l'avenir.

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Congrès CGT de l'Union de la Fédération Santé Privée Des militants qui restent sur leur faim

Le congrès de l'UFSP CGT, qui fait partie de la fédération de la santé vient de se tenir.

Le bilan d'activité présentait les attaques sur les conventions collectives, l'état des lieux de la présence de la CGT, mais sans retout ni critique sur la politique du syndicat ces cinq dernières années, notamment sur le mouvement des retraites de 2010. 16 % des délégués se sont abstenus sur ce bilan.

Le texte d'orientation ignorait une donnée nouvelle : un gouvernement de « gauche » menant une politique aussi violente que celle de Sarkozy, en particulier dans la santé et la protection sociale. Le vote de plusieurs amendements montre pourtant que bien des militants

veulent être offensifs et ne se résignent pas aux reculs imposés par le pouvoir. Ainsi, ont été intégrés la revendication de l'abrogation de la CSG et le retrait de toutes les réformes sur les retraites ayant entraîné l'allongement de la durée de cotisation... ce qui fait débat dans la CGT.

Malgré ce mécontentement, la discussion sur l'urgence de construire une opposition au gouvernement, face notamment à la montée de l'extrême droite, n'arrive pas à prendre, à se traduire dans les textes... il faut dire que ceux qui, à la direction, n'assument pas cette nécessité y mettent du leur.

C'est sur des problèmes plus formels que la colère des délégués s'est cristalli-

sée : les statuts, en particulier, n'ont été votés qu'à 44 %. Ce qui témoigne de la difficulté de débattre et d'assumer les différences d'orientation... du coup les désaccords se déportent.

Le fait que la secrétaire, nouvellement élue, n'a pas présenté le nouveau bureau à la CE a aussi suscité le mécontentement des délégués souhaitant faire respecter la démocratie.

Durant ces quatre jours, pendant les pauses, un noyau de militants exprimait la nécessité de se positionner clairement par rapport au gouvernement Hollande, de donner des perspectives de luttés. Des possibilités pour préparer la suite...

Isabelle Larroquet

Pour la liberté syndicale à l'Hôpital d'Arcachon

Un premier conseil de discipline ayant été annulé pour vice de forme le 28 juin, nous étions à nouveau mobilisés à une centaine de militant(e)s ce jeudi 17 octobre devant le nouvel hôpital d'Arcachon pour soutenir Sylvie Delmas, secrétaire du syndicat CGT qui passait devant ce conseil disciplinaire (composé de 2 représentants de la direction et 2 militants CGT, les premiers pour sanctionner mais pas les autres bien entendu !).

La Direction reproche à cette militante d'avoir évoqué, dans une réunion publique, la dégradation des conditions de travail et les conséquences que cela peut avoir pour les patients et le personnel. Entre autres, des incidents dans le service de pédiatrie qui ont fait l'objet de fiches de dysfonctionnements qui se sont révélés bien réels puisque la Direction a pris des mesures depuis.

Il s'agit d'une attaque intolérable contre une syndicaliste qui a fait son travail militant pour la défense de l'intérêt public. Cela fait des années que les militant(e)s de la CGT de l'hôpital d'Arcachon dénoncent le regroupement privé/public et son impact sur le personnel et les patients. D'ailleurs, la perturbation de l'inauguration de ce Pôle de Santé par un rassemblement militant n'est peut être pas pour rien dans le comportement anti-syndical de la Direction !

Après avoir délibéré, le Conseil de discipline, faute d'accord

en son sein, n'a pas rendu d'avis. C'est donc la Direction qui prendra sa décision. L'avocat de Sylvie a prévenu que s'il y avait sanction il mènerait l'affaire au pénal. Et la présence une nouvelle fois de nombreux militants (CGT, COSS 33, Association d'usagers de l'Hôpital, Solidaires, NPA, FDG...), montre que la solidarité militante est là avec Sylvie pour faire respecter les droits démocratiques élémentaires ! A suivre donc...

J.R.



CHU : baisse des « recettes », hausse du déficit L'austérité contre patients et personnels

L'an dernier, la Direction se félicitait : elle avait réussi à réduire le déficit du CHU... au prix de mesures d'économies sur le dos des malades et des agents dans les services, en limitant les remplacements, en « optimisant » le personnel... et, accessoirement, en rendant plus précise la saisie des actes (sur la base de laquelle l'hôpital est financé par la Sécu).

Mais alors que l'année 2013 n'est pas finie, la Direction du CHU vient de faire savoir que, malgré les mesures prises, l'argent manque à nouveau dans les caisses du fait de la politique gouvernementale et de la baisse des versements de la Sécurité sociale qui impacte tous les CHU : pour celui de Bordeaux, les versements sont bien inférieurs aux prévisions sur lesquelles était bâti le budget. La Direction annonce un déficit prévisionnel de 15 millions (il était de 1,5 million l'an dernier)... alors que les besoins sont importants (construction du nouveau pôle digestif sur le site de Haut-Lévêque, reconstruction des selfs Pellegrin, etc.).

Alors, depuis la rentrée, les cadres annoncent de nouveaux serrages de vis. La Directeur général arrivé cette année et la nouvelle DRH du CHU fraîchement promue le répètent à chaque occasion : « il existe des tensions dans certains services alors que d'autres ont des dotations historiques qui sont devenues relativement surdotées ». Les termes sont choisis, prudents... l'offensive est violente. Car les prétendus « surdotés » ont du mal à y croire ! Et pourtant, la direction passe les effectifs au peigne fin service par service, regarde à la loupe l'« activité » des services, les taux d'occupation des lits... Cela fait probablement de beaux tableaux... sauf que partout, services « à tension » ou pas, c'est le flux tendu. Oh pas tous les jours, il arrive que les journées se passent correctement dans certains services, mais

le moindre pépin (et gérer les pépins, c'est le cœur de métier de l'hôpital !) et tout bascule. Et ça, ça n'entre pas dans les tableaux !

Mais la direction a une ligne de conduite : elle est là pour appliquer la politique « décidée par la représentation nationale » ! Une « représentation nationale » à qui le gouvernement vient de remettre son PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) qui prévoit de nouvelles coupes budgétaires pour les hôpitaux en 2014.

Il n'en est que plus urgent qu'usagers et personnels de la santé nous nous représentions nous-mêmes pour imposer une autre politique !

Isabelle Ufferte



Hôpital de Sarlat : le personnel en lutte contre la fermeture de la chirurgie

L'hôpital de Sarlat est le seul établissement de santé sur un large territoire. Il n'empêche, pour l'Agence régionale de Santé (ARS), l'hôpital coûte trop cher, il faut le réorganiser, fermer des activités. Les menaces planent depuis de longs mois et le personnel s'était déjà mobilisé avec la population, créant un comité de défense de l'hôpital.

L'ARS et la Direction de l'hôpital viennent de faire tomber le couperet : le service de chirurgie doit fermer et être remplacé par un service de « chirurgie ambulatoire », pour des interventions légères exclusivement puisque dans un service ambulatoire les patients doivent repartir le jour même.

Cette décision est inacceptable ! Et cela d'autant plus que le

personnel vient de découvrir qu'un rapport commandé par l'ARS elle-même conclut au maintien de la chirurgie et se prononce pour la réouverture des soins continus (réanimation) dont il déplore la fermeture antérieure : « la fermeture des soins continus, compte tenu de la patientèle très âgée, oblige déjà à transférer même pour des interventions banales des malades vers d'autres structures hospitalières » !

Le personnel se mobilise contre cette nouvelle menace de fermeture et le comité de défense de l'hôpital, dont le NPA est partie prenante, appelle les usagers et le personnel à une grande manifestation le samedi 26 octobre à Sarlat.

I.U.

La Région Aquitaine au secours des profits

Depuis longtemps, Alain Rousset a fait de « l'aide aux entreprises » son principal cheval de bataille, sous prétexte de « soutien à l'emploi ». Le budget 2013 de la Région, voté en mars, ne déroge pas à la règle : 29,9 % des dépenses, presque un tiers, y sont consacrées.

Passant à l'acte, la Commission permanente du Conseil régional, réunie le 7 octobre, a attribué 93 millions d'euros (Gironde : 25,9 M€ ; Landes : 13,9 ; Pyrénées-Atlantiques : 13,2 ; Dordogne : 9,5 ; Lot-et-Garonne : 6,9) à des dizaines de PME et ETI (Entreprises de taille intermédiaire), qui pour une aide à l'innovation, qui à l'exportation, etc. Le zoo de Pessac - circonscription du député Rousset, mais seuls les mauvais esprits pourraient y voir une relation... - reçoit même 189 000 € pour la création d'un « enclos à dinosaures en réalité augmentée », qui fait appel à une représentation virtuelle.

un enclos à dinosaures...



La Commission permanente dans sa quasi totalité a suivi son Président, y compris l'ex-tête de liste du Front de gauche, Gérard Boulanger. Le seul qui ait voté contre est Alain Baché, conseiller régional des Landes, membre du PCF, dénonçant le fait que certaines des entreprises bénéficiaires de ces « aides » versaient par ailleurs des dividendes à leurs actionnaires.

Parmi elles : RFPA, d'Artigue-près-Bordeaux, a reçu 38 850 euros et a versé 310 000 euros de dividendes ces trois dernières années ; COVERIS, de Gradignan, a reçu 47 400 euros et a versé 2,6 millions d'euros de dividendes sur les deux derniers exercices ; LAFON, de Bassens, a reçu 663 500 euros et a versé 2,5 millions d'euros de dividendes en 2011 ; SATE-LEC, de Mérignac, a reçu 237 656 euros et a versé 9,3 millions d'euros de dividendes sur les trois derniers exercices ; Bertin Technologies à Tarnos a reçu 452 000 euros de subventions et a versé 2,5 millions d'euros de dividendes en 2011...

Petite démonstration, s'il en fallait, que cette politique n'est qu'un moyen de garantir les profits aux patrons, petits et grands. Quant aux emplois...

Daniel Mimvielle

Autoroute 65 : opération réussie... pour les spéculateurs !

L'A65 est une des autoroutes les plus chères de France. Pourtant, *Sud-Ouest* du 14 octobre pointait une nouvelle fois le soi-disant manque de rentabilité de l'autoroute Langon-Pau, dont le concessionnaire, A'lienor, n'arriverait pas à capter suffisamment d'automobilistes et de camionneurs pour boucler ses fins de mois.

Pour un peu, on plaindrait les malheureux « actionnaires », le bétonneur Eiffage et Sanef (Société des autoroutes du nord et de l'est de la France) qui sont derrière A'lienor et ont investi dans cette affaire pour « rendre service » à l'État et aux collectivités territoriales...

Mais pas de panique !

L'accord de « partenariat » passé entre l'État, associé à la Région et aux Conseils régionaux des trois départements traversés, et A'lienor a anticipé la chose. A'lienor peut se retirer sans autre forme de procès si elle estime l'exploitation non-rentable. Et ses partenaires publics ont apporté leur caution aux emprunts finançant l'opération, 80 % du total investi - 830 millions d'euros -, le reste étant apporté par les « actionnaires » sur leurs fonds propres.

Magique ! Si A'lienor décide de rendre son tablier - après avoir cependant récupéré sa mise de 20 % par un racket éhonté des utilisateurs -, c'est le contribuable qui rejoindra l'automobiliste pour assurer aux banques les intérêts sur les 830 millions investis dans l'affaire.

Un bien bel exemple de « partenariat public privé » : « gagnant-gagnant » pour les combinards de la finance, « perdant-perdant » pour le cochon de payant, le tout organisé par ceux qui nous gouvernent, des départements aux sommets de l'État...

D.M.

Municipales 2014

Des débuts d'échanges, des clarifications, des questions à débattre...

Dans l'article *Le NPA invite à débattre et à construire* du dernier numéro d'*Anticapitalistes !* nous rendions compte de notre démarche vis-à-vis des organisations et partis de gauche ne participant pas au gouvernement.

Les premiers échanges que nous avons eus ont tous été utiles, permettant de confronter autour d'une table les raisonnements, les logiques et les solidarités des uns et des autres. Cela a permis des clarifications avec parfois des désaccords profonds, ou au contraire des préoccupations communes qui font que des débats plus précis peuvent s'engager.

Les seuls militants qui semblent craindre ce débat sont malheureusement ceux de Lutte Ouvrière. Ils n'ont le plus souvent pas jugé utile de répondre sauf à Mérégnac où des militants ont justifié de partir seuls par un « nous on défend le communisme » ne souffrant pas discussion...

Petit tour des discussions en cours

Sur Lormont, seul un représentant du PG est venu à une première réunion : il nous a dit attendre la position nationale, tout en se prononçant pour une liste commune indépendante du PS y compris sur le budget...

A Cenon, sans surprise, le PC n'a pas répondu à l'invitation (il se prépare à repartir avec le PS) mais nous avons eu des

échanges riches avec des militants du PG et un camarade de la GA. Ce dernier est partant pour une liste indépendante d'opposition de gauche. Le PG est également ouvert : second tour, opposition au budget... ne semblent pas faire divergence.

A Pessac, là les militants du PC ont répondu à l'invitation : l'occasion d'une discussion franche et fraternelle sur nos orientations. Mais s'il n'a pas tranché sur repartir avec le PS dès le premier tour ou le faire au second, le PC n'envisage pas d'être dans l'opposition à une majorité PS... Quant au militant de la Fase également présent, il n'a fermé aucune porte.

A Mérégnac, le PC (qui participe là-aussi à la gestion municipale avec le PS) est venu à notre invitation mais veut continuer à « rassembler toute la gauche »... Les militants du PG continuent la discussion.

A Bordeaux, GU, Ceta et PG ont participé à une première réunion ainsi qu'un militant du PC à titre individuel. Si la nécessité d'une liste en opposition au gouvernement ne fait pas débat, par contre les choses sont bien moins évidentes pour le positionnement au deuxième tour... A la seconde réunion, de nouveaux militants, ainsi que les Rouges-Vifs ont dit être partie prenante de notre démarche. Quant au PCF, qui n'avait jusque-là pas répondu à notre invitation, il vient de nous proposer une rencontre.

A Talence (cf article page suivante), plusieurs réunions ont eu lieu sur la base de travail antérieur commun lors des cantonales mais aussi lors de luttes locales.

Partout donc, débat et clarifications continuent... non seulement avec les organisations mais dès à présent avec tous ceux, compagnes et compagnons de luttes, ami-e-s, collègues, voisin-e-s, qui partagent notre démarche et sont prêt-e-s à y participer.

I.U.

CUB le souffle du changement...

Le PS a annoncé ses têtes de listes pour les municipales : sur les 28 communes de la CUB... il y aura 8 femmes... Ils sont autant favorables à la parité qu'au non cumul des mandats.

Feltesse, à qui ils promettent la présidence de la CUB même s'il échoue à la mairie de Bordeaux, a annoncé une véritable rupture : la fin de la cogestion à la CUB !

Depuis 1977, partis de droite et de gauche ont cogéré cette institution dont le budget s'élève aujourd'hui à un milliard d'euros. Et pour satisfaire tout le monde, 37 conseillers, soit un sur trois (PS, Verts, PC, UMP, centre), avaient droit au titre de vice-président... et à l'indemnité mensuelle de 2468 euros, au lieu de 1060 euros pour le simple conseiller.

Feltesse annonce que réforme territoriale oblige, ce partage est fini, il n'y aura plus que 20 vice-présidents. Autre « obligation » la CUB devra désormais être « paritaire »... cela va faire du ménage chez les messieurs quand on sait qu'aujourd'hui, sur 120 conseillers... 34 sont des femmes !

F.M.

LE PARTI DE L'AUSTÉRITÉ



A Talence, le long chemin de l'unité

Depuis les dernières échéances électorales locales, municipales, cantonales, le NPA Talence n'a eu de cesse de proposer à ses partenaires politiques mais aussi associatifs, syndicaux, de travailler l'unité au quotidien, tracts communs, initiatives de défense des services publics et donc de traduire cela en campagnes électorales. Cette route est difficile, ardue, exigeante pour l'ensemble des partenaires ; pourtant la nécessité de porter une parole alternative aux politiques économiques et sociales menées aujourd'hui comme hier, nous semble indispensable à la fois en termes de crédibilité de nos propositions mais aussi de lutte contre l'extrême droite, contre toute forme d'exclusion, ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise !!

Talence est une ville moyenne de la banlieue bordelaise sociologiquement constituée d'universitaires profs et étudiants, de classe moyenne et de cités en difficultés. La municipalité actuelle (modem proche de Juppé) surfe sur un côté bobos qui vote PS aux élections nationales. Dans ce cadre la question des services publics rejaille en permanence, fermeture de

PTT, classes surchargées, transports défaillants (SNCF), etc.

Nous avons engagé, à notre initiative, des discussions dès le mois de mai dernier pour avancer dans une voie de liste commune avec le Front de Gauche à partir justement de cette question des services publics. Cette démarche a rencontré un certain écho voire adhésion chez certains de nos interlocuteurs, cependant ce chemin est miné de difficultés : le bal des égos toujours forts quand les échéances approchent, le PC local qui ne s'est pas encore déterminé à y participer, etc .

Avons-nous cependant le choix ? Pourrions-nous porter seuls l'alternative ? Certes oui si les autres organisations faisaient liste commune avec le PS. Si nos discussions avancent, charpentent une radicalité au service de la population, alors le NPA Talence ira au bout de ces discussions et pointera s'il le faut les contradictions. Dans tous les cas, nous ne sortirions pas de la ligne qui dans une extrême fermeté s'oppose aux politiques gouvernementales.

En tout état de cause, nous sommes au milieu du gué de ce travail de construction unitaire.

Jean-Noël et Pierre



Débat organisé par le POI

Le 4 octobre dernier le POI (Parti Ouvrier Indépendant) tenait un meeting régional à Bordeaux contre la politique antiouvrière du gouvernement. 70 personnes environ étaient présentes.

Différents intervenants ont dénoncé la politique de Hollande « sous la houlette de l'Union européenne et de ses traités qui mène le pays au désastre ».

Les camarades du POI axent l'essentiel de leur politique sur le combat contre « l'Europe », qu'ils rendent responsable de l'austérité qui s'applique à ses populations. C'est, bien sûr, vrai. Mais cette Europe est avant tout celle des Etats allemands et français, « patries » des multinationales qui imposent leur pouvoir aux peuples européens. Pour nous, le combat contre cette Europe commence par celui contre notre propre gouvernement. C'est la seule façon d'apporter une perspective de classe, internationaliste, à la question de l'Europe, et d'éviter l'écueil souverainiste. Notre intervention dans ce sens a fait débat...

Sur les municipales, nous avons rappelé notre démarche unitaire : un militant a répondu que le POI ne pouvait se présenter avec une organisation qui appelait à voter PS au 2ème tour... Une mauvaise foi qui visait à couper toute discussion... Cela n'a pas empêché des militants de venir nous dire, après le débat, qu'ils partagent notre démarche...

I.L.

A chaque étape, les idées dominantes sont celles de la classe dominante - Karl Marx

Démasquons-les !

« La pause fiscale, elle commence maintenant, elle se poursuivra en 2015, et nous irons plus loin car l'objectif est bel et bien que les prélèvements obligatoires dans ce pays puissent diminuer » a confirmé Pierre Moscovici sur Europe 1, jeudi 19 septembre.

Ouf ! Après des semaines d'insoutenable suspense, il était temps de clarifier. Depuis la fin de l'été, l'opération de communication avait des airs de cacophonie générale. Choc fiscal ou pause fiscale ? L'exécutif ne parviendrait-il pas à trancher ? Serait-il incapable de « fixer un cap pour le pays », comme le déplorent les dirigeants de l'UMP ? Toute cette polémique pourrait faire sourire si elle ne cachait d'autres enjeux plus sérieux. Car en réalité, l'épisode a permis de faire entendre une petite musique souvent fredonnée par les classes dominantes qui s'évertuent, comme toujours, à faire passer leurs intérêts de classe pour ceux de l'ensemble de la population.

Haro sur « l'assommoir fiscal » donc ! « Les Français n'en peuvent plus ! » se gargarisent patrons, banquiers, politiciens et médias à leur service. Comble du cynisme de la part de tous ces nantis profitant des largesses de l'Etat et se faisant l'écho de la légitime colère des classes populaires pressurées par les hausses d'impôts, directs ou indirects. Joli tour de passe-passe pour faire oublier les scandaleuses baisses d'impôts octroyées pour les entreprises et les plus riches, qui ne concernent évidemment pas le quotidien des travailleurs, notamment les plus pauvres, mis à contribution chaque jour un peu plus pour financer la compétitivité et le remboursement de la dette. Comment s'étonner : la politique fiscale est toujours une politique de classe.

Du point de vue de notre camp social, une politique fiscale dans l'intérêt des travailleurs, de la population, exigerait non pas une pause ou un choc fiscal, mais simplement une fiscalité anticapitaliste capable d'imposer une autre répartition des richesses par la création de nouvelles tranches d'imposition, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, la baisse des impôts indirects, une taxation progressive des successions, le rétablissement de la taxe professionnelle, bref, tout le contraire de ce que fait ce gouvernement « de gauche » au service des patrons.

Patrick Chaudon

Ayrault fait sa pub à Pessac pour « l'emploi »



... A.Rousset, J.M. Ayrault, J.J. Benoit (maire de Pessac), M. Sapin... en visite à Envie-Gironde, entreprise d'insertion à Pessac.

Ayrault est récemment venu faire un discours, en marge des journées parlementaires du PS, dans les locaux d'Envie Gironde (entreprise d'insertion par le travail qui répare de l'électroménager, située à Pessac).

Lors du dernier conseil municipal, nous avons saisi l'occasion du renouvellement d'un bail entre la mairie et cette entreprise pour revenir sur la politique du gouvernement dans le domaine de l'emploi : [...] « Le 1er ministre a fait quelques annonces, dont l'octroi national de 25 millions d'euros supplémentaires à ce secteur d'activité. C'est une somme que personne ne refusera mais dont on mesure vite les grandes limites quand on la compare, par exemple, aux millions d'argent public versés pour les projets de la CUB - grand stade, projet save, arena, etc... - dont nous avons parlé tout à l'heure. Et cela alors que, comme le faisait remarquer le président d'Envie Gironde, cela fait 10 ans que l'aide au poste n'a pas été revalorisée.

Plus largement, Jean-Marc Ayrault a expliqué qu'il « disait non à la fatalité du chômage, non à la résignation » et qu'il ne faut « jamais baisser les bras ». On aimerait le croire !

[...] Nous sommes dans une immense essoreuse qui détruit toute embûche au droit des grandes entreprises de faire du fric, une fuite en avant qui s'accélère et un gouvernement le petit doigt sur la couture du pantalon. Et cette essoreuse là, elle ne laisse aucune place aux accidentés plus ou moins graves de la vie, à ceux qui, comme à Envie Gironde, ont juste besoin d'un coup de main et d'un peu d'attention ».

I.U.

Le NPA 33 faisait la fête le 5 octobre à Cenon. Un moment sympa et convivial, où de nombreux militants du mouvement social ont tenu à être présents. 200 personnes étaient là au moment de l'allocution de Philippe Poutou qui a été suivie d'un banquet chaleureux... Un grand merci encore à Dominique et Pierre (duo chant-guitare) et La Belle SF (rock) qui nous ont offert un chouette concert. Et un merci aussi à tous ceux qui ont donné à la souscription... qui, elle, continue jusqu'au million !



Projection-débat : *Cimetière des vivants* *Contre la répression des* *sans-papiers*

La fête a débuté par la projection, devant une quarantaine de personnes, du documentaire d'Audrey Hoc, *Cimetière des vivants* tourné en 2011 autour de l'intervention des militants de la CIMADE sur le CRA (Centre de Retention Administrative) d'Hendaye. À partir d'une série de témoignages, le film dénonce l'inhumanité et l'absurdité de la politique d'immigration du gouvernement Sarkozy et notamment la politique du chiffre qui conduit à arrêter des sans-papiers essayant de quitter la France pour les enfermer plusieurs jours avant de les expulser !

Le film très applaudi a permis d'ouvrir un débat sur nos diverses expériences d'interventions pour la défense des droits des étrangers avec des militants de RESF, de l'ASTI, du comité Georges Abdalah, que nous avons invités. Un échange riche et utile face à ce gouvernement Hollande qui, malgré quelques vagues promesses, poursuit la même politique anti-étranger, assortie des mêmes propos réactionnaires et orduriers comme ceux de Valls sur les Roms.

Même si le constat de la difficulté à défendre au quotidien les droits des étrangers a été fait, d'autres signes encourageants ont été notés comme pour la première fois un rassemblement de 120 personnes pour soutenir le parrainage républicain d'une dizaine de familles Roms en mars dernier. Alors que politiciens de droite comme de gauche rivalisent de déclarations populistes dans une surenchère dont se nourrit l'extrême droite, la résistance militante se poursuit et se construit. Le débat a permis de rappeler les revendications fondamentales que sont la fermeture des CRA, le droit de vote des étrangers, la régularisation des sans papiers.

Bruno Bajou

Débat : Face à l'austérité de gauche, quelles ripostes ?

Solidaires, C&A, AC ! Gironde ont répondu à notre invitation, pour débattre et confronter nos réponses face à l'austérité. Après l'introduction du NPA posant la question de la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement et au MEDEF, le camarade de Solidaires a insisté sur le rôle des syndicats pour initier les mobilisations et les construire, expliquant que seuls les appels syndicaux peuvent faire descendre salariés et jeunes dans la rue, tout en faisant la critique des directions syndicales qui ne veulent pas l'affrontement avec le gouvernement. Dans le débat, cette question a été reprise par un camarade qui a montré que dans la nouvelle période, les mobilisations ne suivraient pas forcément les schémas du passé et que l'on ne pouvait pas savoir ce qui pourra être à l'origine d'un vaste mouvement social : les indignés, les révolutions arabes, ne montrent-ils pas que la révolte peut exploser sous les formes les plus diverses et que le problème reste les perspectives qu'elles se fixent ? Le camarade de C&A a regretté le manque d'unité syndicale pour les mobilisations et là encore, a été discuté la question de l'unité, pour quoi faire ? Autour de quelles perspectives ?

Ce camarade a interpellé le NPA sur les prochaines Municipales, et les conditions des listes unitaires que nous proposons à toutes les organisations à la gauche des partis gouvernementaux. Les Municipales ont suscité un débat sur la question du Front National et l'importance de ces listes anticapitalistes pour opposer au FN les réponses du camp des travailleurs et des jeunes, face à la crise.

Un camarade de EELV est intervenu dans le débat, à titre personnel, critique par rapport à la solidarité gouvernementale des dirigeants de son parti et réaffirmant la nécessité de continuer à militer ensemble.

Le débat s'est terminé au bout de 2 heures, de nombreux participants convaincus qu'il ne fait que commencer et qu'il faut le poursuivre pour aller vers le regroupement de tous ceux qui veulent se battre contre la politique de ce gouvernement et le patronat.

Jean-Paul Barra et Christine Héraud

Internationalisme

1973-2013 : Les leçons d'un processus révolutionnaire au Chili

La soirée organisée par le NPA 33 le 3 octobre a permis de revenir, avec notre camarade Franck Gaudichaud, sur le mouvement de luttes autogestionnaires qui a culminé dans les années 1972-1973, sous le gouvernement de Salvador Allende, mouvement commencé bien avant.

La victoire électorale de la coalition de gauche d'Allende, l'Unité populaire, en 1970, ne fit qu'encourager ce mouvement. C'est le sujet du film que nous avons visionné, *Pouvoir*



Populaire, du militant chilien Patricio Guzmán (film monté en exil en 1977), ainsi que des livres que Franck vient de publier : *Venceremos! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au*

Chili (1970-1973) et *Chili 170-1973: Mille jours qui ébranlèrent le monde.* (Voir *Anticapitalistes !* n°38)

On y voit la détermination de ces hommes et femmes de milieux populaires qui créent dans les quartiers des réseaux de solidarité et de coordination contre le boycott des patrons camionneurs et des professions libérales, organisent la vie dans les usines et les terres occupées.

Mais on voit aussi les interrogations de militants lorsqu'ils voient le « camarade » Allende prendre des militaires dans son gouvernement. Ou encore lorsque des fonctionnaires gouvernementaux empêchent les paysans d'occuper des terres, que le ministre du PC exige de rendre des usines. Et que le gouvernement se méfie de l'auto-organisation, en laissant l'extrême-droite et les militaires libres de préparer leur coup d'Etat.

Ce processus révolutionnaire profond, où les cordons industriels et les commandos communaux sont devenus des embryons de double pouvoir, n'a pu être mené à bout faute d'une politique indépendante de la gauche au pouvoir, s'appuyant sur l'auto-organisation des masses et des couches opprimées. Des leçons bien vivantes aujourd'hui, à l'heure de la renaissance des luttes dans le monde.

Mónica Casanova

Espagne 31-39 : Réunion-débat de la commission formation du NPA33

L'histoire des années 1930 en Europe est celle d'une offensive généralisée du fascisme, en Allemagne avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933, en France avec les émeutes de février 34, puis en Espagne avec l'insurrection franquiste de juillet 1936 contre la République. Le fait que ces événements ont suivi la grande crise de 1929 et en sont en partie une conséquence conduisent certains à faire un parallèle entre cette période et celle d'aujourd'hui. Mais quelle est la validité de semblables analogies ? Et surtout, quelle expérience pouvons-nous tirer de ce passé pour mieux nous armer face au présent ? Essayer de répondre à ces questionnements, c'est revenir sur les faits historiques, tenter de révéler les mécanismes des luttes de classes qui en sont le moteur. C'est dans cette perspective que la commission formation du NPA33 organisait, samedi 19 octobre, une réunion-débat sur la période qui va, en Espagne, de la proclamation de la République début 1931 à sa chute devant les troupes franquistes en mars 1939, après trois années d'une guerre civile sanglante.

On trouvera, sur le site du NPA33, le texte du topo qui a introduit le débat (www.npa33.org/IMG/pdf/topo-espagne-19-10-13.pdf), ainsi que le texte du premier ouvrage de la bibliographie ci-après (www.npa33.org/IMG/pdf/pbroue_revoesp_31-39.pdf).

Les autres textes, sauf les romans, sont accessibles sur le site www.marxists.org

D.M



Bibliographie (très partielle...) :

Pierre Broué : *La révolution espagnole 1931-1939*

Félix Morrow : *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)*

P.Broué et E. Témime : *La révolution et la guerre d'Espagne (1936-1939)*

Brochures de Léon Trotsky :

Les tâches des communistes dans la révolution espagnole (1930)

La révolution espagnole et les dangers qui la menacent (1931)

Leçons d'Espagne, dernier avertissement (1937)

Romans :

Georges Orwell : *Hommage à la Catalogne*, qui a inspiré le film *Land and Freedom* de Ken Loach

L'homme qui aimait les chiens, de Leonardo Padura



Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot,

sociologues proches du mouvement ouvrier, décrivent comment la classe capitaliste, ayant mondialisé la production, impose aujourd'hui sa domination et ses méfaits par les méthodes les plus violentes ou les plus insidieuses.

Ils citent Paul Nizan : « *Travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, il lui est nécessaire de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle*

doit faire croire qu'elle est juste et elle-même doit le croire. »

Ils apportent témoignages, enquêtes et chiffres abondants montrant comment ces familles richissimes imbriquées sur toute la terre, ayant éliminé les vieux patrons paternalistes, détruisent, avec les pires méthodes crapuleuses, sites ouvriers et usines (spéculant grassement sur la revente des terrains) et dévastent des régions entières pour délocaliser vers les régions aux mains d'œuvre les moins chères. Tout en s'attaquant aux services publics qui doivent devenir « rentables ».

L'enrichissement prodigieux dont ils témoignent donne le tournis : une classe toute entière unie et dressée contre tout le reste de la société pour défendre des privilèges de plus en plus exorbitants et voyants.

Leurs enquêtes sans tabou, franchissant toutes les portes, aussi bien chez les magnats des beaux quartiers que chez les plus humbles victimes décrivent une réalité que nous connaissons bien, certes, mais qui trouve là une saisissante réalité : richesse provocatrice, cynisme et gaspillages d'un côté, chômage massif, misère, mal-vivre, suicides, militants démoralisés et en perte des repères, quartiers pauvres ghettoïsés, stigmatisés et réprimés de l'autre.

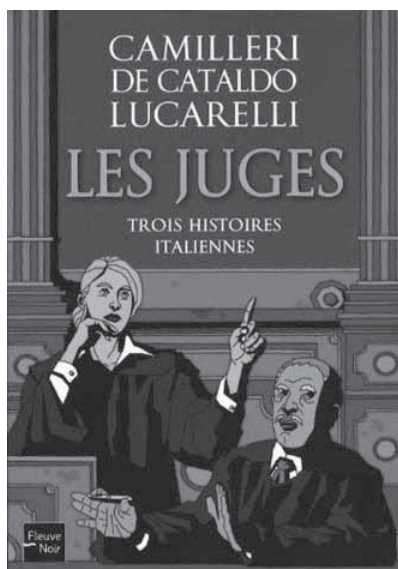
Après avoir décrit, dans un livre précédent *Le Président des riches*, l'époque

Sarkozy, ils montrent, cette fois, cette nouvelle gauche, décomplexée depuis qu'elle a été gagnée au libéralisme sous Mitterrand, tout autant mêlée aux affaires juteuses, prenant sa part de l'assiette au beurre, main dans la main avec les politiciens de droite, tous anciens camarades de l'ENA. Voir, particulièrement le chapitre « La bande à Hollande ».

Pourquoi, se demandent les auteurs, une telle dégradation des conditions du plus grand nombre n'a-t-elle pas entraîné une révolte généralisée ? Ils y répondent par la désorientation créée par la crise, le matraquage intense des esprits par les « dominants » qui aboutit à ce que les « dominés » en arrivent à intérioriser leur domination comme une donnée infranchissable. On peut regretter que ne soit pas mentionné le fait que, aussi bien le Parti communiste que les grandes Confédérations syndicales, abandonnant toute perspective sérieuse de changement social, ont accompagné, plutôt que combattu, les gouvernements anti ouvriers de gauche depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui.

Un livre utile, d'accès facile, riche en documentation et en chiffres, indispensable pour comprendre l'évolution désastreuse dans laquelle le capitalisme entraîne toute la société.

Gérard Barthélémy



Les juges, trois histoires italiennes

Editions Fleuve noir - 12,5 euros

Au 19^e siècle, un nouveau magistrat, apparemment candide, arrive dans une petite ville sous la coupe de la mafia, qu'il va affronter sans sourciller...

Dans les années 70, une jeune Juge, « la gamine », confrontée à une époque de terreur -l'attentat de la gare de Bologne- ne pourra échapper aux fascistes, alliés aux services secrets, qu'avec l'aide inattendue d'un gangster...

Dans l'Italie d'aujourd'hui, un petit procureur, entre démoralisation et crainte pour sa vie, réussit astucieusement, à tromper et faire inculper les politiciens affairistes qui tiennent la ville en main...

Dans ces courtes nouvelles, trois auteurs de romans noirs nous décrivent la résistance de « petits juges », à trois époques différentes, dans cette Italie où la mafia, les affairistes, les politiciens véreux et l'extrême droite sont inextricablement mêlés.

G.B.

Achetez vos livres à La Brèche, la librairie anticapitaliste : www.la-breche.com

Conversation sur la naissance des inégalités

de Christophe **DARMANGEAT**



C. Darmangeat, prof d'économie, s'est attaché à réactualiser cette vieille question : comment l'humanité est-elle passée des sociétés égalitaires aux sociétés de classes ? Avec les outils fournis par l'archéologie, les récits des premiers découvreurs, les connaissances apportées par l'ethnologie, et une analyse marxiste, il part à la recherche de l'origine des inégalités.

Son texte se présente sous la forme d'un dialogue entre lui et un interlocuteur qui, comme nous, pose des questions simples, sans le vocabulaire hermétique et élitiste des spécialistes.

Il commence en étudiant les sociétés du paléolithique, pendant lesquelles, durant plusieurs dizaines de millénaires, nos ancêtres, chasseurs-cueilleurs évoluaient dans des groupes restreints mais égalitaires. L'auteur situe la fin de ce type d'organisation, non pas comme il était convenu de le faire, au moment de la fin du nomadisme, au début de l'agriculture, mais au moment du stockage à grande échelle d'une ou de plusieurs sources alimentaires. Dans des environnements favorables, le stockage des chasseurs-cueilleurs est devenu accumu-

lation, et a produit les premières inégalités. Il se base sur les études qui concernent des groupes isolés d'Amazonie entre autres. Il démonte l'image un peu idyllique du « communisme primitif », de la simplicité de ces sociétés. Il montre que des stratégies variées, complexes, sont nécessaires pour assurer la cohésion du groupe, limiter les privilèges et les pouvoirs des chefs.

Quand au stockage s'ajoutent l'appropriation des terres, des moyens de production et d'échanges par une minorité, l'endettement, la pauvreté de la majorité... c'est que la société de classes s'est déjà installée dans les interstices des sociétés inégalitaires. Elle est l'aboutissement de la concentration du pouvoir économique et politique aux mains de quelques uns et de la soumission de la majorité aux intérêts de la minorité.

Darmangeat démontre que la mise en place de ces sociétés inégalitaires n'est pas inhérente à notre espèce. Ce capitalisme actuel destructeur pour nos vies et la planète n'est qu'un moment de notre histoire, il ne peut pas et il ne doit pas être l'aboutissement de nos sociétés. A nous, exploités, nous sommes la majorité, de reprendre la maîtrise de nos avenir.

Michelle Dupouy

Editions Athéles - 12 euros - Le Blog de l'auteur : <http://cdarmangeat.blogspot.fr/>



**FAITES
VIVRE L'ANTI-
CAPITALISME**



**CONTRE
L'AUSTÉRITÉ**

1 MILLION D'€

**POUR
LE NPA**

**Face à la droite et à l'extrême droite,
contre ce gouvernement au service du patronat,
faisons vivre les idées de l'anticapitalisme !**

Les échéances électorales de 2014 seront un moment important pour la défense des idées anticapitalistes, et le NPA est bien décidé à y prendre part. Mais pour cela, nous avons besoin de l'aide financière de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour y contribuer :

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION 2013, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL.

- en ligne sur notre site : www.npa2009.org/souscription

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.